

FD/YMC N° 1-5425

Contacts IFOP : Frédéric Dabi / Yves-Marie Cann



*Pour*

**Acteurs  
publics**

**Les Français et la Justice**

Résultats détaillés

Le 16 janvier 2006

## Sommaire

	<i>Pages</i>
<b>1 - La méthodologie .....</b>	<b>1</b>
<b>2 - Les résultats de l'étude .....</b>	<b>3</b>
<b>3 - Les résultats de l'étude .....</b>	<b>7</b>
Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France ....	8
L'attitude à l'égard de l'ordonnance du 2 février 1945 .....	13
La mission prioritaire de la Justice .....	15

**- 1 -**

## **La méthodologie**

## Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Etude réalisée par l'Ifop pour :	<b>Acteurs Publics</b>
Echantillon	Echantillon de <b>965</b> personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.  La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées.
Dates de terrain	Du 12 au 13 janvier 2006

**- 2 -**

## **L'analyse de l'étude**

## **1. Une évaluation sévère du fonctionnement de la Justice.**

La Justice apparaît à bien des égards comme porteuse des stigmates d'une crise de confiance dans l'Opinion. Intervenant dans le contexte troublé de l'«après Outreau » et des polémiques liées à la question des libérations conditionnelles de détenus, le sondage Ifop / Acteurs Publics révèle une évaluation sévère du fonctionnement de l'institution judiciaire.

Il est en effet symptomatique de relever qu'aucune des dimensions proposées aux personnes interrogées sur la manière dont fonctionne la Justice pénale en France ne recueille une majorité de jugements favorables. Ainsi, seuls 32% des interviewés estiment le fonctionnement de la Justice plutôt satisfaisant en ce qui concerne les conditions de mise en détention provisoire. Cet aspect, sujet à fortes controverses dans le débat public lors des deux procès d'Outreau devance à peine la sanction des crimes et délits commis par des personnes majeures. Cette dimension recueille en effet plus de deux tiers (70%) de jugements insatisfaisants.

Cette évaluation somme toute médiocre de deux aspects pourtant cardinaux de la Justice pénale se confirme dans la plupart des catégories socio-démographiques. Tout juste peut-on relever l'émergence d'un clivage générationnel prononcé avec des perceptions nettement plus bienveillantes émanant des personnes âgées de moins de 35 ans que ce soit pour les conditions de mise en détention provisoire (46% de satisfaction contre 26% pour les personnes de plus de 35ans) ou pour la sanction des crimes et délits (38% contre 27%). De la même manière, les cadres supérieurs et les professions libérales manifestent une indulgence nettement plus importante à l'égard du fonctionnement de l'institution avec 45% de satisfaits pour la sanction des crimes et délits voire 51% pour les conditions de détention provisoire.

Les résultats s'avèrent en revanche très homogènes - y compris entre sympathisants de gauche et de droite<sup>1</sup> - sur le fonctionnement de la Justice en ce qui concerne la délinquance des mineurs. Effet sans doute de la récente crise des banlieues, cette dimension fait l'objet des jugements les plus sévères : 84% des personnes interrogés considèrent que la situation en la matière n'est pas satisfaisante.

---

<sup>1</sup> Même si l'on verra que l'insatisfaction à gauche et à droite dans ce domaine relève de motifs bien différents.

## **2. Une Opinion très divisée sur la réforme de l'ordonnance de février 1945.**

En dépit de ces perceptions très défavorables sur la prise en charge par l'institution judiciaire de la délinquance des mineurs, la question de la réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 en vue de renforcer les possibilités d'incarcération des mineurs délinquants révèle une Opinion très partagée. 51% des personnes interrogées appellent de leurs vœux une telle réforme tandis qu'une proportion quasi équivalente (48%) souhaitent le statu quo. Néanmoins, au delà de cette absence de cristallisation de l'Opinion, se font jour des clivages plus prononcés selon les segments de la population.

En premier lieu, on observe des postures atypiques du point de vue générationnel avec des acquis à une réforme de l'ordonnance de 1945 qui se recrutent surtout chez les plus jeunes interviewés (55% parmi les moins de 25 ans) mais également au sein des plus de 65 ans (59%). Les catégories d'âge intermédiaires, c'est-à-dire celles comptant potentiellement des enfants, manifestent davantage une attente de conservation de cette ordonnance. De la même façon, cette question suscite une ligne de partage très nette entre les catégories populaires, poussant fortement une réforme (respectivement 64% et 56% chez les ouvriers et les employés) et des cadres et professions libérales, très attachés au statu quo (71%). Ce clivage renvoie sans doute à des vécus pour le moins différents en terme d'insécurité.

Enfin, l'ordonnance du 2 février 1945 sépare les personnes interrogées en fonction de leur sympathie partisane. Ainsi, 60% des proches de la droite (contre seulement 43% des sympathisants de gauche) attendent une réforme de cette ordonnance sur les mineurs et par là adressent indirectement un soutien à Nicolas Sarkozy, partisan d'un changement en la matière. Notons toutefois des postures diverses au sein du peuple de droite entre des sympathisants UDF très partagés sur cet enjeu (49% contre 51% pour la conservation de l'ordonnance) et les proches de l'UMP (62%) ou du Front National (70%).

### **3. L'attente d'une Justice davantage équitable que punitive**

Au regard du constat sévère précédemment observé, l'examen des attentes adressées à l'institution judiciaire prend un relief particulier. Ainsi, invités à indiquer ce que devrait être la mission prioritaire de la Justice en France, les personnes interrogées souhaitent clairement l'avènement d'une Justice équitable davantage qu'une Justice punitive. Ainsi, la majorité des personnes interrogées (52%) assigne à l'institution la mission de garantir l'égalité de tous devant la loi. La primauté de cette demande d'équité se confirme quel que soit le segment générationnel ou socio professionnel. Cette mission recueille deux fois plus d'adhésion que l'attente d'une Justice dont la fonction primordiale serait de sanctionner les coupables (26%).

La protection des libertés individuelles (12%) et la réparation des dommages subis (10%), c'est à dire une Justice qui agirait d'abord dans l'intérêt des victimes, sont perçues dans l'Opinion comme des missions nettement moins essentielles pour l'institution.

Plus précisément, se fait jour sur cette question un clivage politique très prononcé qui met en exergue deux visions antithétiques de la Justice. Les sympathisants de gauche expriment avec une intensité particulière l'attente d'une justice équitable, garantissant l'égalité de tous devant la loi (59%). A l'inverse, les sympathisants de droite souhaitent davantage que la mission de la Justice se concentre sur la sanction des coupables (36%). On observe toutefois comme précédemment des nuances selon l'étiquette partisane, les adeptes d'une Justice plus punitive s'avérant plus nombreux à l'UMP (35%), parmi les électeurs de droite ayant voté non lors du référendum du 29 mai (42%) ou chez les sympathisants frontistes (54%).

Frédéric Dabi

Directeur du département d'Opinion Publique de l'Ifop.



**- 3-**

## **Les résultats de l'étude**

## Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France

Question : Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le fonctionnement de la Justice en France aujourd'hui est plutôt satisfaisant ou plutôt pas satisfaisant ?

### Récapitulatif : Plutôt satisfaisant

	Ensemble des Français (%)	Age	
		Moins de 35 ans (%)	35 ans et plus (%)
• Les conditions de mise en détention provisoire .....	<b>32</b>	46	26
• La sanction des crimes et délits commis par des personnes majeures .....	<b>30</b>	38	27
• La délinquance des mineurs .....	<b>15</b>	16	14

## Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France

Question : Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que le fonctionnement de la Justice en France aujourd'hui est plutôt satisfaisant ou plutôt pas satisfaisant ?

	Plutôt satisfaisant (%)	Plutôt pas satisfaisant (%)	Nsp (%)	TOTAL (%)
• Les conditions de mise en détention provisoire .....	32	67	1	100
• La sanction des crimes et délits commis par des personnes majeures .....	30	70	-	100
• La délinquance des mineurs .....	15	84	1	100

## Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France : Les conditions de mise en détention provisoire

	Plutôt satisfaisant (%)	Plutôt pas satisfaisant (%)	Nsp (%)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>32</b>	<b>67</b>	<b>1</b>
<b>SEXE DE L'INTERVIEWE</b>			
Homme .....	33	66	1
Femme .....	30	68	2
<b>AGE DE L'INTERVIEWE</b>			
<b>Moins de 35 ans</b>	<b>46</b>	<b>53</b>	<b>1</b>
18 - 24 ans .....	51	47	2
25 - 34 ans .....	43	56	1
<b>35 ans et plus</b>	<b>26</b>	<b>73</b>	<b>1</b>
35 - 49 ans .....	32	68	-
50 - 64 ans .....	20	78	2
65 ans et plus .....	24	73	3
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>			
Artisan, commerçant .....	35	65	-
Profession libérale, cadre supérieur .....	45	54	1
Profession intermédiaire .....	33	66	1
Employé .....	31	68	1
Ouvrier .....	37	62	1
Retraité .....	25	72	3
Autre inactif .....	23	76	1
<b>STATUT DE L'INTERVIEWE</b>			
Salarié du secteur privé .....	30	68	2
Salarié du secteur public .....	35	65	-
Indépendant sans salarié / employeur .....	21	76	3
<b>REGION</b>			
Région parisienne .....	30	70	-
Nord, Pas de Calais .....	24	76	-
Alsace Lorraine, Franche Comté .....	27	70	3
Champagne, Picardie, Bourgogne .....	39	56	5
Normandie, Centre .....	33	67	-
Pays de Loire, Poitou-C Bretagne .....	31	67	2
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin .....	24	74	2
Rhône Alpes, Auvergne .....	40	58	2
PACA, Languedoc .....	36	63	1
<b>CATEGORIE D'AGGLOMERATION</b>			
Communes rurales .....	27	72	1
Communes urbaines de province .....	34	64	2
Agglomération parisienne .....	30	70	-
<b>PREFERENCE PARTISANE</b>			
<b>Total gauche</b>	<b>35</b>	<b>64</b>	<b>1</b>
- Extrême gauche .....	39	61	-
- Parti Communiste (*) .....	42	58	-
- Parti Socialiste .....	33	65	2
- Les Verts .....	38	62	-
<b>Total droite</b>	<b>28</b>	<b>71</b>	<b>1</b>
Sous total UDF / UMP .....	31	67	2
- UDF .....	31	67	2
- UMP .....	32	67	1
MPF (*) .....	9	90	1
FN / MNR .....	26	73	1
<b>Sans sympathie partisane</b>	<b>31</b>	<b>64</b>	<b>5</b>
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>			
Oui de gauche .....	34	65	1
Oui de droite .....	31	67	2
Non de gauche .....	42	58	-
Non de droite .....	20	79	1

(\*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

## Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France : La sanction des crimes et délits commis par des personnes majeures

	Plutôt satisfaisant (%)	Plutôt pas satisfaisant (%)	Nsp (%)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>30</b>	<b>70</b>	-
<b>SEXE DE L'INTERVIEWE</b>			
Homme .....	35	65	-
Femme .....	26	73	1
<b>AGE DE L'INTERVIEWE</b>			
<b>Moins de 35 ans</b>	<b>38</b>	<b>62</b>	-
18 - 24 ans .....	51	49	-
25 - 34 ans .....	29	70	1
<b>35 ans et plus</b>	<b>27</b>	<b>73</b>	-
35 - 49 ans .....	28	71	1
50 - 64 ans .....	32	68	-
65 ans et plus .....	19	81	-
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>			
Artisan, commerçant .....	32	68	-
Profession libérale, cadre supérieur .....	51	47	2
Profession intermédiaire .....	36	64	-
Employé .....	25	75	-
Ouvrier .....	28	72	-
Retraité .....	24	76	-
Autre inactif .....	34	64	2
<b>STATUT DE L'INTERVIEWE</b>			
Salarié du secteur privé .....	27	73	-
Salarié du secteur public .....	28	71	1
Indépendant sans salarié / employeur .....	34	66	-
<b>REGION</b>			
Région parisienne .....	35	65	-
Nord, Pas de Calais .....	28	72	-
Alsace Lorraine, Franche Comté .....	23	76	1
Champagne, Picardie, Bourgogne .....	34	66	-
Normandie, Centre .....	28	71	1
Pays de Loire, Poitou-C Bretagne .....	24	76	-
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin .....	34	65	1
Rhône Alpes, Auvergne .....	33	66	1
PACA, Languedoc .....	29	71	-
<b>CATEGORIE D'AGGLOMERATION</b>			
Communes rurales .....	27	73	-
Communes urbaines de province .....	30	69	1
Agglomération parisienne .....	35	65	-
<b>PREFERENCE PARTISANE</b>			
<b>Total gauche</b>	<b>38</b>	<b>62</b>	-
- Extrême gauche .....	38	58	4
- Parti Communiste (*) .....	37	63	-
- Parti Socialiste .....	35	65	-
- Les Verts .....	43	57	-
<b>Total droite</b>	<b>22</b>	<b>78</b>	-
Sous total UDF / UMP .....	27	73	-
- UDF .....	33	67	-
- UMP .....	24	76	-
MPF (*) .....	22	74	4
FN / MNR .....	8	92	-
<b>Sans sympathie partisane</b>	<b>21</b>	<b>79</b>	-
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>			
Oui de gauche .....	37	63	-
Oui de droite .....	22	78	-
Non de gauche .....	41	59	-
Non de droite .....	13	87	-

(\*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

## Le jugement détaillé sur le fonctionnement de la Justice en France : La délinquance des mineurs

	Plutôt satisfaisant (%)	Plutôt pas satisfaisant (%)	Nsp (%)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>15</b>	<b>84</b>	<b>1</b>
<b>SEXE DE L'INTERVIEWE</b>			
Homme .....	16	84	-
Femme .....	14	85	1
<b>AGE DE L'INTERVIEWE</b>			
<b>Moins de 35 ans</b>	<b>16</b>	<b>84</b>	<b>-</b>
18 - 24 ans .....	19	81	-
25 - 34 ans .....	14	85	1
<b>35 ans et plus</b>	<b>14</b>	<b>85</b>	<b>1</b>
35 - 49 ans .....	16	84	-
50 - 64 ans .....	15	85	-
65 ans et plus .....	12	85	3
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>			
Artisan, commerçant .....	25	75	-
Profession libérale, cadre supérieur .....	11	89	-
Profession intermédiaire .....	17	82	1
Employé .....	13	86	1
Ouvrier .....	15	85	-
Retraité .....	12	87	1
Autre inactif .....	20	74	6
<b>STATUT DE L'INTERVIEWE</b>			
Salarié du secteur privé .....	12	87	1
Salarié du secteur public .....	13	86	1
Indépendant sans salarié / employeur .....	22	78	-
<b>REGION</b>			
Région parisienne .....	16	84	-
Nord, Pas de Calais .....	14	86	-
Alsace Lorraine, Franche Comté .....	15	83	2
Champagne, Picardie, Bourgogne .....	11	87	2
Normandie, Centre .....	16	84	-
Pays de Loire, Poitou-C Bretagne .....	15	84	1
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin .....	16	83	1
Rhône Alpes, Auvergne .....	15	84	1
PACA, Languedoc .....	13	87	-
<b>CATEGORIE D'AGGLOMERATION</b>			
Communes rurales .....	15	84	1
Communes urbaines de province .....	15	84	1
Agglomération parisienne .....	16	84	-
<b>PREFERENCE PARTISANE</b>			
<b>Total gauche</b>	<b>18</b>	<b>82</b>	<b>-</b>
- Extrême gauche .....	23	75	2
- Parti Communiste (*) .....	28	72	-
- Parti Socialiste .....	16	84	-
- Les Verts .....	15	84	1
<b>Total droite</b>	<b>13</b>	<b>86</b>	<b>1</b>
Sous total UDF / UMP .....	15	84	1
- UDF .....	19	81	-
- UMP .....	13	86	1
MPF (*) .....	2	97	1
FN / MNR .....	13	87	-
<b>Sans sympathie partisane</b>	<b>5</b>	<b>88</b>	<b>7</b>
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>			
Oui de gauche .....	19	81	-
Oui de droite .....	15	84	1
Non de gauche .....	19	80	1
Non de droite .....	7	93	-

(\*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

## L'attitude à l'égard de l'ordonnance du 2 février 1945

**Question :** La Justice pénale des mineurs est régie par l'ordonnance du 2 février 1945. Ce texte favorise l'éducation et ne prévoit le recours à l'emprisonnement dans des quartiers pénitentiaires spécialisés pour les mineurs âgés de plus de 13 ans que pour les faits les plus graves. Selon vous, doit-on... ?

	<b>Ensemble des Français</b> (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de droite (%)
• Réformer cette ordonnance pour renforcer les possibilités d'emprisonnement des mineurs délinquants .....	<b>51</b>	43	<u>60</u>
• Garder cette ordonnance telle qu'elle est .....	<b>48</b>	<u>57</u>	39
- Ne se prononcent pas .....	<b>1</b>	-	1
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	100	100

## L'attitude à l'égard de l'ordonnance du 2 février 1945

	Réformer cette ordonnance pour renforcer les possibilités d'emprisonnement des mineurs délinquants (%)	Garder cette ordonnance telle qu'elle est (%)	Nsp (%)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>51</b>	<b>48</b>	<b>1</b>
<b>SEXE DE L'INTERVIEWE</b>			
Homme .....	54	45	1
Femme .....	48	51	1
<b>AGE DE L'INTERVIEWE</b>			
<b>Moins de 35 ans</b>	<b>47</b>	<b>53</b>	<b>-</b>
18 - 24 ans .....	55	45	-
25 - 34 ans .....	42	58	-
<b>35 ans et plus</b>	<b>53</b>	<b>45</b>	<b>2</b>
35 - 49 ans .....	50	50	-
50 - 64 ans .....	51	48	1
65 ans et plus .....	59	37	4
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>			
Artisan, commerçant (*) .....	55	45	-
Profession libérale, cadre supérieur .....	29	71	-
Profession intermédiaire .....	45	54	1
Employé .....	64	36	-
Ouvrier .....	56	44	-
Retraité .....	58	39	3
Autre inactif .....	28	69	3
<b>STATUT DE L'INTERVIEWE</b>			
Salarié du secteur privé .....	53	46	1
Salarié du secteur public .....	53	46	1
Indépendant sans salarié / employeur .....	57	43	-
<b>REGION</b>			
Région parisienne .....	45	55	-
Nord, Pas de Calais .....	63	37	-
Alsace Lorraine, Franche Comté .....	64	34	2
Champagne, Picardie, Bourgogne .....	59	40	1
Normandie, Centre .....	52	47	1
Pays de Loire, Poitou-C Bretagne .....	51	48	1
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin .....	39	60	1
Rhône Alpes, Auvergne .....	44	52	4
PACA, Languedoc .....	56	44	-
<b>CATEGORIE D'AGGLOMERATION</b>			
Communes rurales .....	55	45	-
Communes urbaines de province .....	51	47	2
Agglomération parisienne .....	44	56	-
<b>PREFERENCE PARTISANE</b>			
<b>Total gauche</b>	<b>43</b>	<b>57</b>	<b>-</b>
- Extrême gauche .....	44	56	-
- Parti Communiste (*) .....	35	65	-
- Parti Socialiste .....	42	58	-
- Les Verts .....	47	53	-
<b>Total droite</b>	<b>60</b>	<b>39</b>	<b>1</b>
Sous total UDF / UMP .....	58	42	-
- UDF .....	49	51	-
- UMP .....	62	38	-
MPF (*) .....	56	34	10
FN / MNR .....	70	30	-
<b>Sans sympathie partisane</b>	<b>60</b>	<b>33</b>	<b>7</b>
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>			
Oui de gauche .....	38	62	-
Oui de droite .....	60	40	-
Non de gauche .....	44	56	-
Non de droite .....	73	24	3
<b>JUGEMENT SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE CONCERNANT LA DELINQUANCE DES MINEURS</b>			
Plutôt satisfaisant .....	27	73	-
Plutôt pas satisfaisant .....	55	44	1

(\*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs



## La mission prioritaire de la Justice

Question : Selon vous, quelle devrait être la mission prioritaire de la Justice en France ?

	<b>Ensemble des Français</b> (%)	Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de droite (%)
• La garantie de l'égalité de tous devant la loi .....	<b>52</b>	<u>59</u>	42
• La sanction des coupables .....	<b>26</b>	17	<u>36</u>
• La Protection des libertés individuelles .....	<b>12</b>	14	11
• La réparation des dommages subis .....	<b>10</b>	10	11
- Ne se prononcent pas .....	-	-	-
<b>TOTAL</b> .....	<b>100</b>	100	100

## La mission prioritaire de la Justice

	La garantie de l'égalité de tous de- vant la loi  (%)	La sanction des coupables  (%)	La Protec- tion des li- bertés indi- viduelles  (%)	La réparation des dommages subis  (%)	Nsp  (%)
<b>ENSEMBLE</b>	<b>52</b>	<b>26</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>-</b>
<b>SEXE DE L'INTERVIEWE</b>					
Homme .....	49	23	17	11	-
Femme .....	54	28	8	10	-
<b>AGE DE L'INTERVIEWE</b>					
<b>Moins de 35 ans</b>	<b>55</b>	<b>22</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>-</b>
18 - 24 ans .....	55	15	24	6	-
25 - 34 ans .....	55	26	11	8	-
<b>35 ans et plus</b>	<b>50</b>	<b>27</b>	<b>11</b>	<b>12</b>	<b>-</b>
35 - 49 ans .....	51	28	9	11	1
50 - 64 ans .....	52	26	7	15	-
65 ans et plus .....	47	27	17	9	-
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>					
Artisan, commerçant .....	60	15	11	14	-
Profession libérale, cadre supérieur .....	63	20	10	7	-
Profession intermédiaire .....	50	24	15	10	1
Employé .....	57	27	8	8	-
Ouvrier .....	42	31	13	14	-
Retraité .....	50	26	14	10	-
Autre inactif .....	58	28	6	7	1
<b>STATUT DE L'INTERVIEWE</b>					
Salarié du secteur privé .....	48	29	13	10	-
Salarié du secteur public .....	53	26	8	13	-
Indépendant sans salarié / employeur .....	51	22	14	13	-
<b>REGION</b>					
Région parisienne .....	55	21	10	13	1
Nord, Pas de Calais .....	46	32	13	9	-
Alsace Lorraine, Franche Comté .....	38	41	9	12	-
Champagne, Picardie, Bourgogne .....	44	26	24	6	-
Normandie, Centre .....	52	25	10	12	1
Pays de Loire, Poitou-C Bretagne .....	47	20	19	14	-
Aquitaine, Midi-Pyrénées, Limousin .....	65	22	5	8	-
Rhône Alpes, Auvergne .....	56	24	12	7	1
PACA, Languedoc .....	52	28	10	10	-
<b>CATEGORIE D'AGGLOMERATION</b>					
Communes rurales .....	45	30	10	14	1
Communes urbaines de province .....	53	24	14	9	-
Agglomération parisienne .....	54	23	11	11	1
<b>PREFERENCE PARTISANE</b>					
<b>Total gauche</b>	<b>59</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>-</b>
- Extrême gauche .....	42	30	13	15	-
- Parti Communiste (*) .....	55	18	18	9	-
- Parti Socialiste .....	63	16	12	9	-
- Les Verts .....	60	14	16	10	-
<b>Total droite</b>	<b>42</b>	<b>36</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>-</b>
Sous total UDF / UMP .....	49	30	11	10	-
- UDF .....	62	17	10	11	-
- UMP .....	43	35	11	10	1
MPF (*) .....	39	37	16	8	-
FN / MNR .....	25	54	8	13	-
<b>Sans sympathie partisane</b>	<b>48</b>	<b>26</b>	<b>12</b>	<b>14</b>	<b>-</b>
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>					
Oui de gauche .....	65	17	11	7	-
Oui de droite .....	47	28	14	10	1
Non de gauche .....	53	21	17	9	-
Non de droite .....	33	42	10	15	-

(\*) Effectifs inférieurs à 50 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs